



NOPOOR POLICY BRIEF



no poor

Enhancing Knowledge for
Renewed Policies against Poverty

No.59

LES TRANSFERTS D'ARGENT DES MIGRANTS CONTRIBUENT-ILS A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE ? UNE ANALYSE DES CAS DU BURKINA FASO, DU NIGERIA ET DU SENEGAL

Septembre 2017

Fatou Cissé, Gaye Daffé, Bambio Yiribin

Consortium pour la Recherche Economique et Sociale, Dakar

Ce document analyse les effets de la migration et des transferts d'argent sur la pauvreté et les inégalités dans trois pays d'Afrique de l'Ouest : le Burkina Faso, le Nigeria et le Sénégal. Nos résultats indiquent que la migration et les transferts tendent à réduire la pauvreté mais à accroître les inégalités de revenus des ménages d'origine des migrants.

INTRODUCTION

Dans un pays, les flux migratoires sont l'un des premiers baromètres de la situation du marché du travail (population active, emplois offerts, niveau du revenu du travail, etc.). En ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest en général et les trois pays considérés en particulier, cette donnée doit être appréciée en tenant compte de la grande dualité qui y caractérise le marché du travail, avec d'un côté un secteur informel hétéroclite et à faible productivité de la main-d'œuvre, mais particulièrement dynamique, et de l'autre, un secteur moderne implanté en zones urbaines à plus forte intensité technologique, regroupant les services de l'administration publique ainsi que des entreprises privées et parapubliques. En entravant les transferts de ressources et de main-d'œuvre entre les deux secteurs, cette forte dualité des économies freine la dynamique du marché du travail en termes de capacité d'absorption des différentes catégories de la population active.

Dans de nombreux pays d'émigration, la forte croissance qu'ont connue les transferts de fonds de leurs émigrés au cours des quinze dernières années fait qu'ils dépassent désormais le volume de l'aide

publique au développement, celui des investissements directs étrangers ou des revenus tirés de leurs exportations. D'où l'intérêt qu'ils suscitent au sein de différentes instances économiques internationales (PNUD, CNUCED, FMI, Banque mondiale, etc.). Ces flux financiers de l'émigration, qui semblent revêtir un caractère structurel, pourraient, selon certains analystes permettre de réduire la pauvreté tout constituant un apport décisif pour les investissements directs étrangers et une source de création d'emplois.

Mais la réduction de la pauvreté ne peut pas s'accomplir de manière instantanée. Les transferts peuvent certes permettre de relever le niveau de revenus des familles d'origine des migrants. Mais des questions demeurent: les pauvres sont-ils ceux qui bénéficient réellement des transferts? La migration et les transferts sont-ils en mesure d'atténuer les inégalités de revenus entre les riches et les pauvres? Telles sont les deux questions qui sont examinées dans cette note en partant des résultats d'une enquête menée dans les trois pays en question.

FAITS ET ANALYSE

Hétérogénéité des dynamiques démographiques, sociales et économiques

Selon les données des Nations Unies, l'Afrique de l'Ouest comptait un peu plus de 301 millions d'habitants en 2010 contre 70 millions en 1955. Autrement dit, en l'espace d'un demi-siècle, la sous-région a vu sa population multipliée par plus de 4. Ce nombre d'habitants représente 35% de la population d'Afrique subsaharienne. Mais plus de la moitié d'entre eux habite le Nigeria contre moins de 6% au Burkina Faso et 4% au Sénégal. Le tableau 3.1 présente les principaux indicateurs de développement des trois pays considérés. Véritable puissance régionale et continentale, le Nigeria comptait en 2014 une population (près de 178 millions d'habitants) dix fois supérieure à celle de chacun des deux autres pays. On note la même disparité quant au revenu national par habitant. Les trois pays connaissent en revanche pratiquement le même niveau de pauvreté, avec des taux tournant autour de 46% de la population.

Si le Nigeria et le Sénégal sont, depuis 2010, passés du groupe des pays à faible revenu à celui à revenu intermédiaire, le Burkina Faso a gardé sa place dans le groupe des pays à faible revenu. Pourtant, avec 8,2% et 6,1% de taux de croissance de leur PIB réel, le Nigeria et le Burkina Faso sont classés respectivement au cinquième et au seizième rang des vingt-cinq pays ayant enregistré les plus fortes performances en termes de croissance sur la période 2000-12 (Vergnes et Ausseur, 2015). Mais contrairement à de nombreux autres pays de ce peloton de tête, il semble que la croissance du PIB par habitant des deux pays a été freinée par leur vitalité démographique (avec un croît démographique de l'ordre de 3% par an dans chacun des pays).

Table 3.1: Indicateurs socio-démographiques et macroéconomiques

	Burkina Faso	Nigeria	Senegal
Population (millions d'habitants, 2014)	17.6	177.5	14.7
Demographic growth (% annual average, 2005-2014)	3.0	2.7	2.9
Active population (millions of persons, 2014)	7.9	55.8	6.3
GNI/capita, Atlas method (2014 dollars)	700	2970	1050
GDP growth (% annual average, 2011-2014)	5.2	5.2	3.6
Poverty rate (% of population, 2009)	46.7	46.2	46.7 ^a
Emigrants (thousands, 2013)	1578.3	1117.9	540.4
Emigrants (% of population, 2013)	9.6	0.6	3.8
Emigration rate of higher education graduates (% to OECD, 2011)	21.5	51.2	19.3

a: taux de pauvreté (en % de population en 2010). Source: World Bank (2016a)

Des pays à forte tradition de migration

L'Afrique subsaharienne en général et l'Afrique de l'Ouest en particulier sont parcourues par de puissantes forces qui ne cessent d'alimenter les flux migratoires. La pression démographique et

foncière, la pauvreté et les inégalités de revenu, les conflits et les changements climatiques nuisent considérablement aux conditions de vie et à la sécurité des personnes, poussant un grand nombre d'entre elles à quitter leur pays d'origine. Selon le Recueil de statistiques 2016 sur les migrations et les envois de fonds de la Banque mondiale (World Bank 2016), le stock d'émigrants d'Afrique subsaharienne s'élève à plus de 23 millions en 2013, soit l'équivalent de 2,5% de la population totale. Le Burkina Faso est au troisième rang des pays d'émigration de la région, tandis que le Nigeria et le Sénégal en sont respectivement les premier et troisième destinataires des envois d'argent des migrants en 2015. Les données sur les pays d'accueil de ces migrants montrent cependant que malgré l'élargissement des destinations à des zones de plus en plus éloignées, les migrations intra-régionales restent la forme la plus courante des mouvements migratoires en Afrique subsaharienne.

Mais à partir du milieu des années 1980, l'émigration des Africains de l'Ouest s'oriente vers de nouvelles destinations. Le durcissement des politiques migratoires des anciennes métropoles coloniales est, en grande partie, à l'origine de ce processus de diversification et d'élargissement des destinations vers les Etats-Unis et le Canada l'Italie ou l'Espagne.

Les données sur le nombre de migrants des trois pays enregistrés en 2013 comparés à ceux enregistrés jusqu'en 2010 semblent indiquer une stabilisation, et même une diminution dans le cas du Sénégal. Malgré cette tendance qui est liée à la crise économique mondiale et aux mesures de restriction de l'immigration africaine à destination de l'Europe notamment, les trois pays restent parmi les premiers pays d'émigration en Afrique subsaharienne. Les données de 2013 (World Bank, 2016) indiquent que sur un stock de 23,2 millions d'émigrants de la région, le Burkina en compte 1,6 million, le Nigeria, 1,1 million et le Sénégal, 0,5 million. Si pour le Nigeria, le nombre d'émigrés ne représente qu'une proportion infime de la population (0,6%), il n'en va pas de même du Burkina Faso dont près d'un habitant sur dix est dans l'émigration.

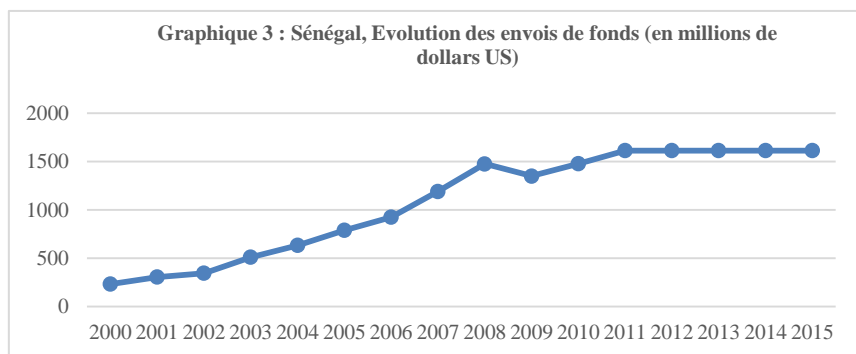
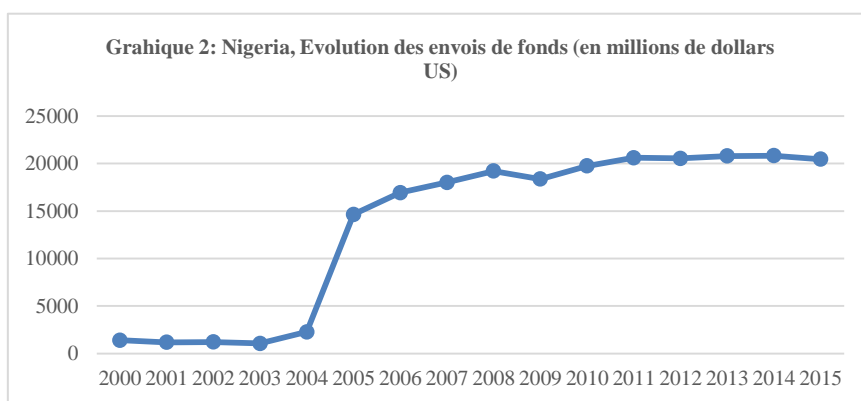
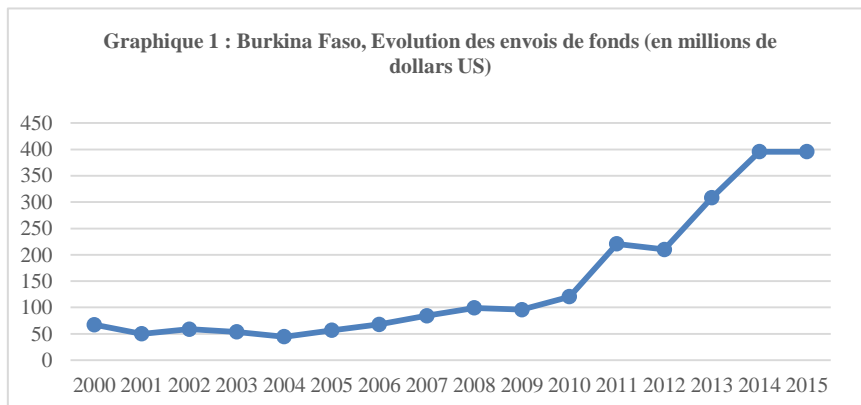
Les données relatives aux principaux pays et zones de destination des migrants des trois pays considérés montrent que si neuf migrants sur dix du Burkina Faso ont comme unique destination la Côte d'Ivoire, les migrations à partir du Nigeria se dirigent très majoritairement vers l'Europe (33%) et les Etats-Unis (23%). Tout en étant aussi diversifiés, les pays d'accueil des émigrés sénégalais sont concentrés sur l'Afrique et l'Europe, les deux zones se partageant presque à parts égales (avec respectivement 49% et 47% du stock) le stock. Les données concernant le Nigeria et le Sénégal montrent clairement l'émergence de nouvelles destinations depuis une vingtaine d'années. Au Sénégal, alors que jusqu'à la fin des années 1980, un migrant sur trois seulement était établi hors d'Afrique, on est passé à un sur deux à la fin des années 1990 et à deux sur trois actuellement. On observe que les destinations traditionnelles des Sénégalais (France et Afrique centrale notamment) sont en recul au profit de pays comme l'Italie, l'Espagne et accessoirement les Etats-Unis. Les mesures de restriction de l'immigration dans l'ancienne métropole coloniale ne sont pas étrangères à cette réorientation des flux migratoires. On note cependant qu'en dépit de cette diversification, les destinations de l'essentiel des migrants du Nigeria et du Sénégal restent déterminées par l'héritage colonial de chacun d'entre eux. Pour le Burkina Faso en revanche, la relative prospérité de la Côte d'Ivoire combinée au voisinage des deux pays en fait le pays de destination privilégié de ses migrants.

Des pays hautement dépendants des envois de fonds

On estime généralement que l'Afrique subsaharienne a, du point de vue des envois de fonds reçus, été globalement moins affectée par la crise économique mondiale que d'autres régions en développement. Ceci est vrai pour le Nigeria et le Sénégal en particulier dont le niveau de dépendance vis-à-vis des envois de fonds s'est même accru, malgré le ralentissement des envois de fonds consécutif à la crise économique mondiale de 2008..

Le Recueil de statistiques 2016 sur les migrations et les envois de fonds de la Banque mondiale (World Bank 2016) a estimé à 34,8 milliards de dollars les envois de fonds à destination des pays d'Afrique subsaharienne en 2015, dont 20,5 milliards de dollars les envois de fonds à destination du Nigeria, 1,6 milliard de dollars à destination pour le Sénégal mais seulement 396 millions de dollars à destination du Burkina Faso. Ces chiffres représentent 4% du PIB du Burkina Faso et du Nigeria mais près de 12% du PIB du Sénégal. Le montant relativement faible des envois d'argent à destination du Burkina Faso peut s'expliquer par le faible niveau de développement des pays d'accueil des migrants de ce pays comparé aux deux autres pays. .

Les graphiques 1 à 3 présentent l'évolution des envois de fonds reçus par les trois pays. Alors que la tendance à l'augmentation régulière des envois de fonds à destination du Sénégal est ancienne, on est frappé par l'augmentation spectaculaire des envois de fonds qu'ont connue le Nigéria et le Burkina Faso à partir de 2004 pour le premier et de 2010 pour le second. Les graphiques laissent cependant voir un ralentissement, voire un arrêt de la croissance des transferts de fonds, en particulier ceux à destination du Nigéria et du Sénégal. Ce constat s'explique sans aucun doute par les effets de la récession économique qui a frappé les pays d'accueil des migrants de ces pays.



Brèves statistiques descriptives du statut migratoire des ménages

Le tableau ci-dessous montre que plus de six ménages sur dix dans les trois pays comptent au moins un migrant parmi leurs membres. Au Burkina Faso et au Sénégal, le pourcentage de ménages avec des migrants internationaux est plus élevé que celui des ménages avec des migrants internes. Le Nigeria connaît une situation inverse. Concernant les envois d'argent, le Sénégal enregistre la proportion la plus élevée de ménages bénéficiaires (47,6%). Le Nigeria apparaît en revanche comme le seul des trois pays où la proportion de ménages bénéficiaires de transferts d'origine interne est plus élevée que celle de ménages recevant des transferts internationaux. Cette situation peut s'expliquer par la grande taille du pays et le dynamisme de son économie.

Tableau 2: Proportion de ménages avec migrants et de ménages bénéficiaires de transferts (%)

	Burkina Faso	Nigeria	Sénégal
Migration	64,6	64,3	64,3
- Internationale	33,1	25,9	33,8
- Interne	31,5	38,4	30,4
Transferts d'argent	37,1	26,3	47,6
- Internationaux	20,0	12,8	29,6
- Interne	17,0	16,3	22,3

Source: World Bank (2009) et calculs des auteurs

Analyse descriptive des déterminants de la migration et des envois d'argent : le poids des origines familiales et communautaires

Les tableaux ci-dessous présentent les caractéristiques socio-démographiques des ménages selon leur statut migratoire ou de bénéficiaire de transferts d'argent. Ils montrent notamment les caractéristiques socio-démographiques des ménages avec migrants ou sans migrants diffèrent sensiblement selon les pays. Pour les caractéristiques comme les dépenses par tête, la propriété de logement et de terre agricole ou le niveau d'éducation du chef de ménage, on observe une nette opposition entre les caractéristiques des ménages avec migrants du Burkina Faso d'une part et celles des ménages avec migrants du Nigeria et du Sénégal. On peut expliquer cette opposition par les origines relativement plus modestes des migrants du premier pays comparé aux deux derniers. Le Burkina Faso se distingue en particulier par le fait que les ménages avec migrants ont des dépenses par tête plus faibles que les ménages sans migrants. De même, la proportion de ménages avec migrants internationaux propriétaires de logement est plus élevée au Nigeria et au Sénégal, au contraire du Burkina Faso où ce sont les ménages avec migrants internationaux sont plus massivement propriétaires de terre agricoles. En ce qui concerne les autres déterminants, il semble que, quel que soit le pays, la différenciation entre ménages avec migrants et ménages sans migrants ne soit pas très tranchée. Les ménages sénégalais avec migrants internationaux se distinguent toutefois par leur taille nettement plus grande.

Tableau 3: Caractéristiques des ménages selon le statut migratoire

	Burkina Faso			Nigeria			Senegal		
	Sans migrant	Migrants internationaux	Migrants internes	Sans migrant	Migrants internationaux	Migrants internes	Sans migrant	Migrants internationaux	Migrants internes
Dépenses par tête (a)	123.0	109.7	108.9	106.3	219.0	133.3	221.4	240.7	149.1
Propriétaire de logement (en %)	2.1	1.5	2.8	18.4	67.1	32.5	52.1	79.1	52.2
Propriétaire de terre agricole (en %)	92.2	94.4	94.5	78.2	59.4	77.3	55.1	44.2	68.2
Taille du ménage	8	10	9	9	7	9	11	16	12
Chef de ménage de sexe masculin (%)	93.4	93.1	94.0	97.9	88.0	93.5	85.8	70.0	80.7
Zone urbaine (en %)	5.0	5.2	5.3	1.4	4.5	3.2	30.3	25.1	6.5
Niveau d'éducation du chef de ménage (en %)									
Primaire	9.1	8.3	10.4	19.8	23.7	20.1	16.2	14.9	6.3
Secondaire	5.2	2.6	3.0	24.1	32.3	29.1	11.2	12.8	8.2
Supérieur	1.2	0.3	0.8	12.9	23.3	17.7	2.9	1.4	1.1
Nombre d'observations	1357	695	662	1,447	582	865	1255	661	594

Source: World Bank (2009) et calculs des auteurs. : en milliers de francs CFA au Burkina Faso et au Sénégal, et de nairas au Nigeria.

On observe les mêmes tendances en ce qui concerne les caractéristiques des ménages bénéficiaires de transferts internationaux et non bénéficiaires de transferts. Fait remarquable : dans tous les trois pays les ménages bénéficiaires de transferts d'argent sont proportionnellement plus nombreux à être propriétaires de logement et de terres agricoles que les ménages non bénéficiaires. En revanche, au Burkina Faso et au Sénégal, les ménages non bénéficiaires de transferts d'argent semblent de condition plus aisée que les ménages bénéficiaires de transferts.

Tableau 4: Caractéristiques des ménages selon le statut de bénéficiaires ou non de transferts d'argent

	Burkina Faso			Nigeria			Senegal		
	Sans transferts internationaux	Transferts internes	Transferts internationaux	Sans transferts internationaux	Transferts internes	Transferts internationaux	Sans transferts internationaux	Transferts internes	Transferts internationaux
Dépenses par tête (a)	121.8	103.1	98.7	202.3	293.3	246.4	416.9	396.9	231.3
Propriétaire de logement (en %)	2.5	3.8	5.0	36.3	72.7	56.0	56.3	80.7	67.4
Propriétaire de terre agricole (en %)	92.6	95.5	95.1	65.4	69.1	74.2	38.8	42.3	48.0
Taille du ménage	8	11	9	6	6	6	8	11	10
Chef de ménage de sexe masculin	94.0	93.1	91.9	88.4	80.3	81.6	81.4	55.6	62.5
Zone urbaine (en %)	4.8	4.5	7.0	15.5	14.2	10.9	34.9	29.5	14.3
Niveau									
Primaire	9.1	8.3	10.6	20.2	20.1	18.6	15.4	13.6	12.9
Secondaire	4.3	2.1	3.1	33.4	33.6	34.4	15.0	16.1	11.7
Supérieur	1.0	0.2	0.6	20.6	30.1	20.8	10.4	5.7	2.8
Nombre d'observations	1323	420	357	1659	289	366	1024	579	435

(a) : en milliers de francs CFA au Burkina Faso et au Senegal, et de nairas au Nigeria. Taux de change = 1 dollar = 500 FCFA ; 1 dollar = 200 nairas

Source: World Bank (2009) et calculs des auteurs.

L'impact de la migration et des envois d'argent sur la pauvreté et les inégalités : des résultats variables et ambigus selon les pays

L'effet généralement attendu de la migration et des transferts d'argent est : i) d'améliorer le niveau de bien-être des ménages d'origine des migrants; ii) de réduire l'incidence de la pauvreté; iii) de restreindre les inégalités de revenus.

Afin de mieux apprécier l'impact de la migration et des transferts d'argent on a adopté une approche contrefactuelle en simulant des dépenses par tête des ménages en l'absence de migration et de transferts d'argent. Le tableau ci-dessous présente les valeurs observées et prédites (contrefactuelles) des dépenses par tête, de l'incidence de la pauvreté et de l'indice de Gini. Concernant l'impact de la migration sur les dépenses par tête, les résultats indiquent que, pour tous les trois pays, les valeurs observées de celles-ci sont plus élevées que les valeurs estimées selon la méthode contrefactuelle. En revanche, si l'impact des envois d'argent semble positif pour le Sénégal et le Nigeria, il est négatif pour le Burkina Faso. Cela n'empêche pas une baisse de l'incidence de la pauvreté au Burkina Faso comme dans les deux autres pays. Les résultats montrent en revanche une détérioration de l'indice de Gini dans tous les trois pays, ce qui signifie un effet négatif de la migration et des transferts d'argent sur les inégalités. Au total, l'effet conjoint de la migration et des transferts est une amélioration des indicateurs de bien-être (dépenses par tête et incidence de la pauvreté) mais un creusement des inégalités dans tous les trois pays. Ce résultat suggère en définitive que l'augmentation des dépenses par tête n'est pas tellement favorable aux pauvres (*pro-poor*).

Tableau 5 : Effets de la migration et des transferts sur la pauvreté et les inégalités

Variables d'intérêt	Burkina Faso			Nigeria			Senegal		
	Migration	Transferts	Total	Migration	Transferts	Total	Migration	Transferts	Total
Dépenses par tête (moyenne) (a)									
Prédit	68.1	72.8	70.8	89.4	66.8	92.5	152.2	165.1	131.3
Observé	88.0	65.1	84.3	145.2	137.5	120.1	237.5	315.7	209.1
Taux de pauvreté (%)									
Prédit	65.1	83.8	56.2	69.1	79.4	66.9	56.1	47.7	63.1
Observé	47.4	66.3	51.3	53.3	77.4	60.8	39.7	42.0	47.3
Inégalité de revenu (Gini)									
Prédit	0.094	0.137	0.124	0.250	0.207	0.268	0.307	0.335	0.335
Observé	0.385	0.253	0.394	0.477	0.515	0.491	0.471	0.571	0.502

(a) : En milliers de francs CFA au Burkina Faso et au Sénégal, et de Nairas au Nigeria. Source: World Bank, 2009, calculs des auteurs

IMPLICATIONS DE POLITIQUE

Ce papier propose une analyse de l'impact de la migration et des envois d'argent des migrants sur la pauvreté et les inégalités au Burkina Faso, au Nigeria et au Sénégal. Les résultats de l'analyse présentés ci-dessus invitent à la plus grande prudence quant à l'impact réel des importants mouvements migratoires que connaissent les trois pays à la fois sur des ménages d'origine des migrants et sur les économies dans leur ensemble. La détérioration des indicateurs de répartition des revenus qui va de pair avec l'amélioration des indicateurs de bien-être des ménages suggère en définitive que l'augmentation des dépenses par tête n'est pas aussi favorable aux pauvres (*pro-poor*) qu'on pouvait le penser.

Cette situation devrait attirer l'attention sur au moins deux points : i) l'amélioration des instruments et services de transfert d'argent des migrants dans le sens d'en rabaisser les coûts; ii) tenir compte des effets de redistribution et de transferts sociaux dans les politiques d'appui et de soutien aux migrants ; iii) faciliter les flux de transfert et renforcer leurs effets sur le développement à travers l'application de mesures de politique appropriées.

PARAMETRES DE RECHERCHE

Cette analyse s'appuie essentiellement sur les résultats d'une série d'enquêtes menées dans six pays d'Afrique subsaharienne (Burkina Faso, Kenya, Nigeria, Sénégal, Afrique du Sud et Ouganda) entre 2009 et 2010 par la Banque mondiale. Ces enquêtes ont porté sur : les caractéristiques et les conditions de vie des ménages d'origine des migrants ; les motifs, la destination et le statut des migrants avant et après leur départ; le volume et les utilisations des envois d'argent des migrants ; la vie des migrants de retour. Les données ont été recueillies auprès de trois catégories de ménages : les ménages sans migrants, les ménages avec migrants internes et les ménages avec migrants internationaux.

FURTHER READINGS

World Bank (2016). "Migration and Remittances Factbook 2016, 3rd edition", (<http://www.knomad.org>; <http://www.worldbank.org/prospects/migrationandremittances>).

Fatou Cissé, Gaye Daffé, Bambio Yiribin Estimating the net effects of migration and remittances on poverty and inequality in Burkina Faso, Nigeria, and Senegal, NoPoor Working Paper (Draft)

PROJECT IDENTITY

PROJECT NAME	NOPOOR – Enhancing Knowledge for Renewed Policies against Poverty
COORDINATOR	Institut de Recherche pour le Développement, Paris, France
CONSORTIUM	CDD The Ghana Center for Democratic Development – Accra, Ghana CDE Centre for Development Economics – Delhi, India CNRS (India Unit) Centre de Sciences Humaines – New Delhi, India CRES Consortium pour la Recherche Économique et Sociale – Dakar, Senegal GIGA German Institute of Global and Area Studies – Hamburg, Germany GRADE Grupo de Análisis para el Desarrollo – Lima, Peru IfW Kiel Institute for the World Economy – Kiel, Germany IRD Institut de Recherche pour le Développement – Paris, France ITESM Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey – Monterrey, Mexico LISER Luxemburg Institute of Socio-Economic Research – Esch-sur-Alzette, Luxemburg OIKODROM - The Vienna Institute for Urban Sustainability – Vienna, Austria UA-CEE Université d’Antananarivo – Antananarivo, Madagascar UAM Universidad Autónoma de Madrid – Madrid, Spain UCHILE Universidad de Chile – Santiago de Chile, Chile UCT–SALDRU University of Cape Town – Cape Town, South Africa UFRJ Universidade Federal do Rio de Janeiro – Rio de Janeiro, Brazil UNAMUR Université de Namur – Namur, Belgium UOXF-CSAE University of Oxford, Centre for the Study of African Economies – Oxford, United Kingdom VASS Vietnamese Academy of Social Sciences – Hanoi, Vietnam
FUNDING SCHEME	FP7 Framework Programme for Research of the European Union –SSH.2011.4.1-1: Tackling poverty in a development context, Collaborative project/Specific International Cooperation Action. Grant Agreement No. 290752
DURATION	April 2012 – September 2017 (66 months)
BUDGET	EU contribution: 8 000 000 €
WEBSITE	http://www.nopoor.eu/
FOR MORE INFORMATION	Xavier Oudin, oudin@dial.prd.fr Delia Visan, delia.visan@ird.fr
EDITORIAL TEAM	Edgar Aragon, Laura Valadez (ITESM) Xavier Oudin (IRD) The views expressed in this paper are those of the authors and do not necessarily represent the views of the European Commission.

